

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N°27 - VENDREDI 6 MARS 2009

## NE COMPTEZ PAS sur quelqu'un qui ne compte pas

Dans l'*Humanité* du 4 mars, Jean-Luc Mélenchon explique les difficultés à élargir le Front de gauche aux élections européennes ainsi : « *Nous sommes prêts à discuter avec tout le monde. Mais le Parti communiste a dit clairement qu'il était opposé à des négociations avec la Fédération* ».

Auparavant, le PCF a exigé, pour signer un appel unitaire de soutien au mouvement social, que la signature des communistes unitaires soit retirée de cet appel, au prétexte que dans l'Association des communistes unitaires, comme dans la Fédération, il y a des membres du PCF.

Le PCF refuse donc ainsi de discuter avec les deux organisations dont je suis membre et cela pour des problèmes internes entre membres du PCF. Problèmes internes qui ne m'intéressent pas, qui ne me regardent pas et à mille lieux des enjeux liés aux élections.

Le résultat, c'est que des centaines de militantes et de militants, qui se reconnaissent dans la Fédération ou dans l'ACU, non membres d'une autre organisation, sont exclus d'une coconstruction de campagne, exclus du Front de gauche animé par le PCF et le PG. Nous sommes loin du large rassemblement que le contexte politique et social devrait imposer.

Il reste aux communistes unitaires à continuer d'agir pour un large front de tous les antilibéraux, à contribuer à la construction avec d'autres de la Fédération, que l'on soit dans la campagne ou pas.

● **PATRICE LECLERC** - Conseiller général des Hauts-de-Seine  
[www.patrice-leclerc.org](http://www.patrice-leclerc.org)

### LE MERLE MOQUEUR

Libérez Julien Coupat. ●

À LIRE SUR  
[communistesunitaires.net](http://communistesunitaires.net)

- [Fédération et Européennes : Débat, suite](#)
- [Double appartenance, un enjeu de la modernité](#)
- [Travailler moins pour lire plus](#)
- [Socialisation du travail...](#)

## La forme-parti, le centralisme démocratique, la relation parti-Etat, le parti et le mouvement, parti-syndicat-association : l'analyse de Roger Martelli répond au débat entre Alain Badiou et Daniel Bensaïd sous l'égide du journal *Libération* et ajoute sa pensée originale à la réflexion sur un communisme du XXI<sup>e</sup> siècle.

Un débat intéressant a eu lieu entre Alain Badiou et Daniel Bensaïd, sous l'égide de *Libération* (<http://philosophie.blogs.liberation.fr>). Badiou, qui plaide pour maintenir plus que jamais le parti pris communiste, explique que la révolution a fauté par obsession de l'Etat et fixation sur la « forme-parti ». Critique acharné du démocratism, il demande que l'on aborde de front « *un problème ouvert, expérimental* » : bâtir « *une discipline politique qui ne soit par calquée sur le militaire* ». La pratique critique doit donc « avoir l'Etat dans son champ mais ne jamais en dépendre ». À partir de quoi il propose à l'action militante de ne plus se définir par rapport à l'Etat et de ne plus « jouer le jeu électoral ». Ce qui lui permet de souhaiter bon vent au NPA (pour « *mettre un peu de désordre amusant dans le jeu parlementaire* »), de critiquer son projet (le « *bon vieux Parti communiste d'il y a quarante ans* ») et d'annoncer qu'il ne votera pas davantage pour lui que pour qui que ce soit.

Bensaïd lui répond que l'expérience soviétique n'a pas échoué par excès de parti, mais par perversion de son usage avec la militarisation stalinienne. Il rappelle que, dans une société qui fonctionne à l'inégalité, à la distinction et à l'exclusion politique, le parti est la seule

manière populaire de créer « *un espace démocratique collectif de pensée et d'action* ». Il plaide donc pour un retour à un centralisme démocratique « *vrai* » qui, selon lui, ne s'est jamais identifié à la discipline militaire. Au total, il redoute que « *l'évitement de la politique* » ne conduise à un « *fétichisme du mouvement* » qui n'est, à ses yeux, qu'un renoncement à « *donner forme à un projet politique* ».

Je tiens pour ma part que Badiou et Bensaïd ont tout à la fois tort et raison, et que Bensaïd a bien tort de reléguer au placard l'inquiétude intellectuelle, pratiquement incertaine mais politiquement créatrice, dont témoigne Badiou.

**1. Bensaïd a raison de dire que le centralisme de l'époque léninienne** coexiste avec les débats les plus libres et, de ce fait, n'est pas contradictoire avec l'esprit démocratique le plus déclaré. Il n'en reste pas moins que, dans la pratique, ce qui s'impose très vite est la formule selon laquelle « *le Parti communiste ne pourra remplir son rôle que s'il est organisé de la façon la plus centralisée, si une discipline de fer confinant à la discipline militaire y est admise* ». Or cette formule ne date pas de la période stalinienne, mais de... 1920 : c'est la 12<sup>e</sup> condition d'admission à l'Internationale communiste.

Il en est du parti comme de l'Etat. Théoriquement, le marxisme « *constituant* » se défie tout autant du socialisme d'Etat, qui oublie que l'Etat n'est rien d'autre qu'une machine bourgeoise aliénante par essence, et de l'anarchisme, qui oublie que l'ignorance de l'Etat se traduit par une dépendance de fait des dominés à son égard. Sur le papier, l'analyse est dialectique ; dans la pratique, la « *force des choses* » (comme disait Saint-Just) a

fait oublier le premier terme de la contradiction et a hypertrophié le second : anti-Etatiste par principe, le communisme politique est devenu ultra-Etatiste de fait.

Le centralisme démocratique et la conquête de l'Etat visaient à libérer les dominés ; en pratique, ils n'ont fait qu'ajouter la sujétion à la domination. Dommage, mais c'est ainsi...

**2. Bensaïd a raison de postuler que le stalinisme introduit une rupture avec le bolchevisme léninien.** Deux hommes, deux pensées, deux pratiques, deux époques... Mais il est tout aussi vrai que le stalinisme s'appuie sur quelques points faibles – des failles mentales enchâssées dans la conception de la classe, de la révolution, du parti – dont il finit par faire ses fondements. Ainsi, la survalorisation de la politique et du parti peut nourrir l'idée que l'organisation politique est par essence supérieure à toutes les autres formes de l'action sociale. De même, la primauté accordée à l'action et à l'unité d'engagement qui fonde la discipline du parti peut conduire à une vision strictement militaire, contredisant la référence discursive à la démocratie interne.

Les failles s'élargissent dans le stalinisme, jusqu'à faire de lui un « *avatar caricatural du léninisme* » (Jean-Jacques Goblot) qui, loin de corriger les fragilités, les accentue jusqu'à l'outrance. Le devoir de lucidité se transforme en soupçon généralisé ; la métaphore de la dictature devient une apologie du despotisme ; l'extériorité présumée de la conscience révolutionnaire laisse la place à la toute-puissance du parti savant ; la place centrale du parti se métamorphose en religion de l'appareil (« *l'organisation décide de tout* »).

## ALAIN BADIOU...

Plus que l'échec économique, ce qui me paraît important, c'est le bilan politique. Après l'écrasement dans le sang des insurrections ouvrières du XIX<sup>e</sup>, les révolutionnaires du début du XX<sup>e</sup> étaient obsédés par le problème de la victoire. Une révolution peut-elle enfin triompher ? Lénine a répondu en parlant d'organisation, de discipline de fer, de parti. De fait, si la Commune s'est effondrée, l'URSS a duré. Seulement, les formes d'organisation efficaces pour prendre le pouvoir se sont montrées inadaptées à la gestion d'un pays en temps de paix. On ne peut diriger l'agriculture ou l'industrie par des méthodes militaires. On ne peut pacifier une société collectiviste par la violence de l'Etat. Ce qu'il faut donc mettre en procès, c'est le choix de s'organiser en parti, ce qu'on peut appeler la «forme-parti». A peu près ce que Marx entendait par ce mot. C'est un pas en arrière, nécessaire pour détacher le communisme de la figure du parti-État et le ramener à sa nature première d'idée philosophique : une société dont le moteur ne serait pas la propriété privée, capable de s'engager dans un processus égalitaire que vient normer une conception neuve du droit. La grande difficulté demeure le pouvoir de l'État. Marx en prévoyait le dépérissement. Les régimes communistes, au contraire, ont mis en place des États surpuissants. Quels doivent être les limites de l'État ? Pour le moment, nous ne disposons pas sur ce point d'une doctrine éclairée. C'est pourquoi l'expérience politique, aujourd'hui, doit avoir l'État dans son champ, mais ne jamais en dépendre. ● ALAIN BADIOU

### 3. Bensaïd a donc raison de fuir les amalgames qui visent à discréditer a priori tout parti pris révolutionnaire,

suspecté d'être par essence «alibéral» comme aurait dit feu François Furet. Mais il a cent fois tort de sous-estimer que la sortie définitive de l'antistalinisme ne passe plus désormais par un «retour à...», quel qu'il soit. On ne reviendra ni au bolchevisme «pur» ni au «centralisme démocratique» tempéré. Le communisme du XXI<sup>e</sup> siècle sera post-bolchevique ou il ne sera pas. Le parti pris novateur de Badiou est sans doute flou dans ses conclusions pratiques. Il est pourtant le seul pertinent pour inventer : on ne trouve que si l'on cherche ; on ne cherche pas si l'on pense avoir déjà trouvé.

Bensaïd est pour une part victime de l'histoire de son courant de pensée. Le «trotskisme» vilipendé naguère par les staliniens et leurs héritiers a eu l'immense mérite d'être un antistalinisme fondateur. Cette antériorité ne le dispense pas d'un devoir communiste fondateur. L'histoire est cruelle : il ne suffit pas d'avoir été un prévenu pour échapper à tout jamais à la fonction de procureur. Si le communisme contemporain n'est pas capable de discerner ce qui a pu nourrir sa perversion

meurtrière, dans ses fondements mêmes et non dans le seul usage qui en a été fait, il n'assumera pas sa fonction d'émancipation.

Je ne suis pas sûr d'apporter les mêmes réponses que lui au problème fondamental que soulève Badiou ; je lui sais gré de partir de son énoncé ; ce n'est pas le cas de Bensaïd.

### 4. Pour ce qui concerne la «forme-parti», je considère que le plus raisonnable est de partir, non pas d'une affirmation, mais de deux :

la «forme-parti», calquée sur la verticalité hiérarchique de l'Etat, ne correspond plus aux formes actuelles de l'implication des personnes autonomes et «savantes» ; le parti politique, comme structure populaire d'implication politique, n'a pas été remplacé. Il ne s'agit pas de choisir entre les deux formules, mais de les assumer toutes les deux.

Il est absurde de faire comme si la méfiance à l'égard des formes partisans était le seul fait de leurs dysfonctionnements. La verticalité partisane, en fait, fonctionne sur le même registre que la représentation : elle fait du parti, comme de l'Etat, une institution «sépa-

## ... ET DANIEL Bensaïd

Tu réduis ta critique du stalinisme à une question de méthode : «On ne peut diriger l'agriculture ou l'industrie par des méthodes militaires. On ne peut pacifier une société collective par la violence d'Etat. Ce qu'il faut mettre en procès, c'est le choix de s'organiser en parti, ce que l'on peut appeler la forme-parti.» Tu finis ainsi par rejoindre la critique superficielle des ex-eurocommunistes désabusés qui, renonçant à prendre la mesure de l'inédit historique, font découler les tragédies du siècle d'une forme partisane et d'une méthode organisationnelle. Il suffirait donc de renoncer à la «forme-parti» ? [...]

Et si le parti n'était pas le problème, mais un élément de la solution ? Car il y a parti et parti. Pour que s'impose à partir de 1934, le «Parti des vainqueurs» et de la Nomenklatura, il a bien fallu détruire méthodiquement, par les procès, les purges, les déportations et les exécutions massives, ce que fut le Parti bolchevique d'Octobre. [...]

Un parti peut au contraire être le moyen – certes imparfait – de résister aux puissances de l'argent et des médias, de corriger les inégalités sociales et culturelles, de créer un espace démocratique collectif de pensée et d'action. [...] Le «fétichisme du mouvement» que tu dis redouter n'est-il pas la conséquence du renoncement à donner forme à un projet politique – qu'on appelle cette forme parti, organisation, front, mouvement, peu importe – sans laquelle la politique, si fortement invoquée, ne serait qu'une politique sans politique ?

● DANIEL Bensaïd

rée» qui opère selon les «compétences» et la délégation. Elle fonctionne à l'hétéronomie et non pas à l'autonomie ; à la limite, elle a pu produire une tension vers la libération collective ; elle ne stimulera pas un mouvement vers l'autonomie des individus libres et solidaires.

Tout cela a à voir avec la forme «bourgeoise» de la société : elle a de plus en plus séparé les «instances», économiques, sociales, politiques. L'émancipation suppose de retisser les liens ●●●

●●● que la forme marchande exacerbée à distendus et de réarticuler l'économique, le social et le politique. Il ne s'agit pas de passer de la séparation fonctionnelle au grand tout indistinct : l'association, le syndicat et le parti ne sauraient se confondre. Mais le temps est venu de penser leur distinction sur un tout autre registre que celui de la séparation. On a eu tort de subordonner l'association au syndicat ou au parti ; mais si l'indépendance est un bien, la coupure est un mal. À la limite, elle renforce le parti dans son monopole exclusif. Elle évite la mainmise directe du parti ; elle renforce sa séparation d'avec les acteurs de la créativité sociale. C'est par cette rupture que se pervertit l'intérêt supposé « général ».

### 5. Comment gérer la contradiction ?

**Non pas en niant le parti**, mais en cherchant à subvertir la « forme-parti ». En essayant de débarrasser le parti politique des formes hiérarchiques et délégataires qui, au final, aboutissent à la confiscation des pouvoirs par un petit groupe. En cessant de confondre spécificité fonctionnelle et monopole : le parti peut partager avec d'autres les fonctions de définition des choix et de sélection du personnel politique, que l'histoire institutionnelle lui a réservées. En ne pensant plus sa distinction sur le registre de la fermeture : l'écart entre le membre et le « non-membre » ne s'abolit pas nécessairement mais se relativise. L'appartenance exclusive elle-même devrait perdre la religiosité qui fut la sienne et qui a confondu l'agrégation à un groupe et la fusion dans un grand corps indistinct.

En bref, le parti ne se confond pas avec les autres formes de l'association, mais doit préférer la porosité à l'étanchéité. L'esprit de parti doit tendre à viser avant tout ce qui rapproche et non ce qui distingue ; travailler la spécificité, mais ne pas cultiver la différence.

### 6. Difficile que tout cela ? Sans doute.

Sur la base des combats anticapitalistes concrets, produire dès maintenant l'émancipation des personnes est plus complexe que de s'emparer de l'Etat pour en briser ultérieurement les rouages. Participer aux institutions pour en subvertir les formes aliénantes est plus difficile que de contester l'Etat existant, en attendant d'être soi-même l'Etat dominant. Contester l'hégémonie

sociale-démocrate, pour construire dès aujourd'hui les fondements de majorités alternatives, est plus redoutable que de servir d'aiguillon minoritaire à des majorités vouées de toute éternité à l'hégémonie de l'esprit d'accommodement au capital. C'est moins simple... Mais si nous ne nous y attelons pas, nous laissons la main aux tenants de l'ordre dominant. Et à quoi sert alors le révolutionnaire si, malgré qu'il en ait, il participe à la reproduction en pratique des rapports confortant l'ordre qu'il entend contester ?

**7. Bensaïd explique qu'il y a désormais deux conceptions entre lesquelles il faut choisir :** un antilibéralisme résistant aux excès et abus de la mondialisation et un anticapitalisme renaissant qui remet en cause la logique même de l'accumulation du capital. Disons-le d'une autre manière : le choix entre antilibéralisme et anticapitalisme est

**L'esprit de parti doit tendre à viser avant tout ce qui rapproche et non ce qui distingue ; travailler la spécificité, mais ne pas cultiver la différence.**

pour lui l'équivalent de celui qui conduisait naguère à choisir entre réformisme et révolution. À vrai dire, je n'avais pas remarqué que l'antilibéralisme était désormais devenu dominant dans la gauche française, au point que l'essentiel serait désormais de trancher entre antilibéralisme et anticapitalisme...

Ce que l'on appelle depuis quelques années « l'antilibéralisme » est né avant tout du refus de voir la gauche s'accommoder d'une mondialisation qui entremêle de façon inextricable le choix capitaliste fondamental et le libéralisme échevelé de la « concurrence libre et non faussée ». Cet antilibéralisme est donc contradictoire avec le cours dominant d'un socialisme européen qui a préféré le social-libéralisme à la social-démocratie d'hier. Voilà qui permet donc de poser en termes de masse les contours d'un choix. Autour de quoi va-t-on rassembler la gauche ? Autour de l'idée qu'il faut bien s'accommoder de la mondialisation actuelle, soit pour l'accompagner, soit pour en corriger les abus les plus criants ? Ou bien

autour de l'idée que le réalisme pousse aujourd'hui, dans un monde inégal et incertain, à rompre avec les logiques dominantes et à construire d'autres visées, d'autres critères et d'autres méthodes pour « faire société » ?

Tel est l'enjeu fondamental. Il n'oppose pas « antilibéralisme » et « anticapitalisme » (ce sont deux facettes du même parti pris), mais gauche d'adaptation et gauche de rupture-transformation, accommodation au capitalisme et dépassement-abolition du capitalisme. Antilibéraux et anticapitalistes n'ont pas vocation à se distinguer mais à se confondre, pour que s'impose la rupture-transformation.

Or, pour que celle-ci advienne, jusqu'à devenir majoritaire à gauche, il faut choisir entre deux méthodes. Depuis la Révolution française elle-même, on trouve certes, à gauche, la polarité qui sépare la passion révolutionnaire et la tentation du compromis, le désir de la rupture et le sens de l'adaptation, les « réformistes » et les « révolutionnaires ». Mais, à l'intérieur même du désir de rupture sociale, qui fonde le parti pris de la gauche la plus à gauche, coexistent et s'affrontent parfois les tenants de l'unité révolutionnaire et ceux qui préfèrent faire la différence entre le « vrai » révolutionnaire et le « tiède ».

Que Bensaïd le veuille ou non, je redoute que la logique constitutive du NPA ne pousse vers la seconde culture plutôt que vers la première. La radicalité insuffisante vaut à mes yeux toujours davantage que l'engluement social-libéral. Mais si la gauche d'alternative, confondant souci de la clarté et obsession de la différence, renonçait à sa vocation majoritaire, le parti pris révolutionnaire des communistes ne vaudrait pas bien cher à la grande braderie de l'histoire.

En bref, rien n'est pire que le reniement. Mais rien n'est pire que la répétition, fût-ce en faisant valser les étiquettes.

### ● ROGER MARTELLI

*Cerises* est édité  
par les Communistes unitaires  
**contact.cerises@gmail.com**  
Noyau : Gilles Alfonsi, Pierre Jacquemain  
Queues de Cerises : Michèle Kintz,  
Philippe Stierlin, Roger Martelli,  
Catherine Tricot, Arnaud Viviant  
Avec la collaboration de Amandine Mathivet



# Bricolage inconsistant ou dynamique unitaire pour une autre Europe ?

**De choix délibérés en prétextes divers, les positions des directions du NPA et du PC conduisent à s'interroger : le désir d'une autre construction européenne aura-t-il droit de cité au sein du prochain Parlement européen (du moins dans la délégation française) ?**

## NPA : pour le moment, se compter ?

En septembre dernier, les dirigeants de la LCR avaient indiqué leur ligne politique aux européennes : lors d'un débat à la fête de *l'Humanité*, Alain Krivine avait annoncé publiquement que le nouveau parti ne chercherait pas à construire d'alliance large. Le débat interne dans le cadre de la préparation du congrès fondateur du NPA n'en a pas moins été très nourri, avec une certaine stupeur d'une partie des adhérents nouvellement arrivés devant les préalables mis pour un accord : préalable d'un accord politique général et durable, auquel a été ajouté, lors du congrès, un préalable sur... la sortie du nucléaire !

Lors de sa rencontre du 18 février avec la Fédération, le NPA a énoncé une nouvelle fois cette orientation, même si l'échange a montré de véritables possibilités d'échanges et de convergences, et des enjeux d'approfondissements. En attendant, pour le scrutin de juin, les choses semblent claires, dans un sens malheureux, même si le NPA, après sa rencontre du 2 mars avec le PCF et le PG, continue de se revendiquer d'une démarche unitaire.

Le débat traverse le courant Unir de l'ex-LCR, qui va devoir se refonder d'une manière ou d'une autre. Différentes options sont possibles pour l'avenir : être un courant interne au NPA, en s'appuyant sur une partie des jeunes militants du nouveau parti, parmi lesquels existe une aspiration à l'unité de la gauche antica-

pitaliste ; quitter le NPA en constatant le blocage interne (avec y compris, lors du congrès, l'exclusion d'une bonne partie des responsables d'Unir de la direction du nouveau parti). Sur les européennes aussi, les avis semblent partagés : entre ceux qui pensent nécessaire de participer au Front de gauche et ceux qui ne souhaitent pas rompre à court terme avec le NPA, surtout dans le cas où cela serait cautionner un tête-à-tête PCF-PG. Christian Piquet vient en tous

**La division de la gauche de transformation sociale serait un cadeau pour les libéraux et les socio-libéraux, alors que leurs options fondamentales sont en crise.**

cas de mettre en garde la direction du NPA et d'indiquer qu'à son avis, « *lui* (le front de gauche) *seul peut rassembler, sans exclusive et à égalité, toutes les forces pouvant se retrouver sur un contenu de rupture* ».

## Front PCF-PG : sans la Fédération ?

Lors du Conseil national du PCF du 28 février et du 1<sup>er</sup> mars, les principaux dirigeants ont confirmé le choix de refuser de considérer comme un partenaire légitime la Fédération. Francis Parry l'avait d'ailleurs exprimé crûment dans *l'Humanité* : la Fédération « *se définit non comme une formation politique mais comme un regroupement* » de cou-

rants et d'individus alors que le PCF entend discuter avec des formations, tels les Alternatifs. Et de chercher à capter telle ou telle composante par des propositions de candidatures, tout en affirmant chercher uniquement des accords sur le fond des idées.

Marie-George Buffet évoquait, elle, de manière floue, un « *élargissement du front* » pour « *réélire nos sortants et élire d'autres députés européens* », tandis que plusieurs membres du CN estimaient qu'aucune exclusive ne pouvait mettre en cause la volonté d'une dynamique unitaire confirmée par le congrès national (Isabelle Lorand, Marie-Pierre Vieu, Dominique Grador, Sylvie Larue, Chantal Delmas, Jean-Michel Ruiz...), soulignant que la Fédération devait en conséquence être considérée comme un partenaire.

En réponse au constat qu'il n'existe pas de cadre pour une campagne unitaire, Pierre Laurent affirmait : « *Il est faux de dire que le cadre unitaire n'existe pas. Ce cadre unitaire, ce n'est pas d'abord un cartel, c'est le cadre large de rassemblement que nous proposons avec le Parti de gauche sur l'objectif d'une profonde réorientation de l'Europe* ». Ce à quoi Julien Alapetite (Unitaire) a répondu : « *Prétendre qu'il existe un cadre unitaire et que c'est le contenu, c'est jouer sur les mots. Un cadre unitaire, c'est un endroit commun où les décisions se prennent en commun et aujourd'hui il n'y en a pas. L'unité en politique, ce n'est pas une addition, c'est une alchimie* ».

En fait, à défaut d'être correctement informé par le Comité exécutif, le CN ●●●

●●● l'a été par les Unitaires. Ainsi, il a été précisé : « *A ce jour, il n'y a pas d'accord du Front de gauche avec les Alternatifs, et ceux-ci ont rendu public un communiqué qui évoque leur insatisfaction sur l'absence de propositions unitaires et l'enjeu de la rencontre demandée par la Fédération* ». Et sur la double appartenance « PCF-Fédération » : « *les camarades susceptibles d'être candidats, comme par exemple Patrick Braouezec, ont d'ailleurs indiqué qu'ils sont prêts à être candidats du seul parti. Aux régionales de 2004, nous avons su créer les conditions pour qu'une dynamique soit possible* ».

Notons au passage que les choix du groupe dirigeant se doublent pour le moment de l'éviction des candidatures de communistes critiques (notamment ceux et celles liés à la liste alternative lors du congrès de décembre), qui crispent les rapports internes. De leurs côtés, des candidats possibles de la sensibilité Unitaire ont fait savoir qu'ils ne seraient pas candidats, ni soutien de listes étiquées.

Le Parti de gauche se trouve comme pris au piège, comme si l'accord avec le PCF ne laissait pas les marges pour agir en faveur d'une dynamique unitaire la plus large possible. Ainsi, Jean-Luc Mélenchon expliquait lors d'une conférence de presse, le 3 mars : « *Nous sommes prêts à discuter avec tout le monde. Mais le Parti communiste a dit clairement qu'il était opposé à des négociations avec la Fédération. C'est embarrassant mais nous comprenons cette position. Parmi les membres de la Fédération, il y a les adhérents de deux partis politiques et les Alternatifs avec lesquels nous discutons déjà. Du coup, on ne saurait plus dire qui parle au nom de qui* ».

Patrice Leclerc (ACU, Fédération) estime lui : « *Le résultat (du refus du PCF de discuter avec les Communistes unitaires et la Fédération), c'est que des centaines de militantes et de militants, qui se reconnaissent dans la Fédération ou dans l'ACU, non-membres d'une autre organisation sont exclus d'une coconstruction de campagne, exclus du Front de*

*gauche animé par le PCF et le PG. Je le regrette profondément. Certains penseront que ce n'est pas grave, ces individualités ne comptent pas, cette Fédération ne pèse rien. C'est croire que l'unité n'est qu'une addition. Aucune leçon n'a été tirée des échecs passés, cela augure mal pour l'avenir...* »

### La mémoire courte des dirigeants du PCF

Les élus qui siègent au sein du groupe « Communistes, Alternative citoyenne et républicains » du Conseil régional d'Ile-de-France ont sans doute une autre vision de la question : en 2004, la liste de la gauche populaire et citoyenne avait précisément scellé un accord entre le PCF et Alternative citoyenne, et plusieurs candidats (dont certains sont élus) avaient la double étiquette. Autrement dit : la double appartenance n'est en fait que le prétexte de ceux qui craignent qu'une dynamique unitaire dans le cadre du Front (qu'ils ont pourtant proposé) les contraigne

à mettre en cause leur choix essentiel : travailler à la continuation du PCF, fusse en le « transformant »... cela alors même que le concept même de front permet toutes les souplesses nécessaires pour qu'aucun des partenaires ne soit entraîné là où il ne le souhaite pas.

### La Fédération

Dans une déclaration rendue publique le 26 février, la Fédération a souligné « *la responsabilité de chacun pour enclencher une dynamique unitaire capable de prolonger le "non" au Traité de constitution européenne, de développer la lutte contre le traité de Lisbonne et de porter ensemble des exigences anticapitalistes et écologiques* », exigence qui rencontre celles formulées par des appels militants (voir *Cerises* n°26) et différents textes. Elle a maintenu sa demande de rendez-vous avec le PCF et le PG, et la proposition d'une réunion avec toutes les forces susceptibles de faire front commun.

Le débat se poursuit parmi les Alterna-

### INFO, INTOX OU SORTIE PAR LE HAUT D'UN BLOCAGE INJUSTIFIABLE ?

Dans *L'Humanité-dimanche* paru le 5 mars, Stéphane Sahuc écrit : « *La mayonnaise du Front de gauche est en train de monter. PCF, PG, mais également Alternatifs et de nombreuses personnalités politiques issues de la Fédération semblent être en mesure d'aboutir à la constitution de listes pour les élections européennes de juin prochain. (...) Pour les parties prenantes de ce Front de gauche, il s'agit d'offrir une perspective politique aux électeurs de gauche ayant voté "non" en 2005, lors du référendum sur le Traité constitutionnel européen. Une démarche qui avait échoué lors de l'élection présidentielle de 2007* ». Une note sur la Fédération précise que « *La Fédération pour une alternative sociale et écologique rassemble des organisations de gauche parmi lesquelles Alter Ekolo, Utopia, la Coordination nationale des collectifs unitaires pour une alternative au libéralisme (CNCU), Ecologie unitaire...* », omettant les Alternatifs, le Mai, Ecologie solidaire et l'ACU. Sauf que pour le moment, la Fédération n'a eu aucune réponse à sa demande de rencontre adressée au PCF et au PG le 10 février...

tifs, qui ont plusieurs rencontres d'une part avec le NPA, d'autre part avec le PCF et le PG. Le Front de gauche leur a notamment proposé de conduire la liste dans la région Est. Parmi les militants, les uns sont plutôt favorables à une alliance avec le NPA, les autres à une convergence avec le Front de gauche... mais beaucoup estiment que si les conditions d'une dynamique unitaire n'étaient pas réunies, il serait pertinent de se mettre en retrait du scrutin.

Enfin, les Collectifs unitaires et l'ACU sont aussi traversés par ces débats, avec le constat que maintenant seules des évolutions significatives de la part du NPA, du PCF et du PG pourraient rouvrir le jeu. Pour le moment, la pression unitaire doit continuer de s'intensifier.

● GILLES ALFONSI

## 100 jours, 100 contributions (suite)

**Dans la continuité du Gâteau de la semaine dernière (n°26), nous publions cette semaine sept nouvelles contributions s'engageant pour une convergence des forces aux européennes. Toutes les semaines, d'ici au dépôt des listes, retrouvez sept contributions d'élu-e-s, d'intellos, d'artistes et de militant-e-s.**

**Cette semaine dans Cerises retrouvez les contributions de :**

**MARIE-HÉLÈNE AMIABLE**

**BERNARD DEFAIX**

**ROGER MARTELLI**

**GILLES MONSILLON**

**MAKAN RAFADJOU**

**MICHEL ROUSSEAU**

**Patrick Silberstein**

MARIE-HÉLÈNE **AMIABLE**, DÉPUTÉE-MAIRE PCF DE BAGNEUX (HAUTS-DE-SEINE)

### Cette gauche-là

Les victimes de la crise d'aujourd'hui sont malheureusement les damnés d'hier. La gauche le sait. Mais quelle gauche ? Celle qui ne s'est jamais éloignée de la réalité du terrain, des problématiques concrètes et quotidiennes de ces citoyens, de ces salariés, de ces familles dont la dignité est encore et toujours remise en cause. Celle qui a toujours fait de la dénonciation des mécanismes de domination une exigence. Celle qui ne s'est jamais résignée, maintenant l'espoir qu'une autre société est à notre portée. Cette gauche-là doit s'unir en juin prochain. 🍷

BERNARD **DEFAIX**, MILITANT ASSOCIATIF POUR LA DÉFENSE DES SERVICES PUBLICS

### L'ère des divisions partisans est révolue

Pour toutes celles et ceux :

- qui luttent pour une reconnaissance européenne du rôle indispensable de services publics de qualité, la conquête de nouveaux droits démocratiques, une autre répartition des richesses

- qui refusent clairement que les objectifs et cadres structurant les traités européens, comme c'est le cas pour l'actuel Traité de Lisbonne, visent toujours à soumettre les besoins des peuples et l'intérêt général à la concurrence et aux logiques mercantiles, c'est-à-dire, au bout du compte, à l'intérêt des grands groupes privés possédants, l'absence d'un rassemblement, dans une dynamique unitaire et populaire, de toutes les forces organisées qui veulent une réorientation en profondeur de la politique européenne, serait catastrophique ! Pour les peuples, il est temps de marquer que l'ère des divisions et des surenchères partisans, aussi dérisoires qu'inefficaces et génératrices de résultats pitoyables, est révolue ! 🍷

GILLES **MONSILLON**, FÉDÉRATION, ALTEREKOLO

### Le total du front n'y est pas

Total, plus de 14 milliards de bénéfice ! Vous pensiez sûrement que l'augmentation de l'essence était due, par exemple, à une rareté du pétrole ou alors à la fermeture des robinets des pays exportateurs de pétrole (OPEP) ? Non, cette entreprise multinationale qui sévit dans de nombreux pays (rappelez-vous les scandales en Birmanie), a engrangé les augmentations de 2008. Ces entreprises ont bien compris comment profiter de la mondialisation des marchés, normal, la mondialisation est faite pour elle. La crise a crevé la bulle de cette spéculation, nous avons constaté la diminution du pétrole et du fioul, mais qu'en est-il du gaz, dont nous avons vu les hausses décidées par le gouvernement, avec l'argument de l'alignement du gaz sur le pétrole, mais la baisse ? Encore des cadeaux ? 5 milliards seront redistribués aux actionnaires, notre argent va directement dans les poches des plus riches et de plus, Total promet qu'un des principaux investissements se fera dans le nucléaire. Ainsi, après l'exploitation éhontée des sols et des hommes dans les différents pays du monde, la pollution à grande échelle des terres et des mers, des drames humains et écologiques (Erika, AZF,...), nous assistons maintenant à la participation de Total, à grand coup de milliards, à une autre forme de dévastation de la terre pour la recherche d'uranium et au cadeau empoisonné pour le présent et les futures générations des dangers du nucléaire. Comment se dire anticapitaliste, pour un nouveau monde, pour une planification écologiste, pour une révolution républicaine, sociale et écologiste et laisser dans ces élections européennes la place à ce vieux monde qui détruit les vies et installe la misère pour le grand nombre, au profit d'une infime minorité ? Au nom de quoi, mettre l'intérêt de son parti avant celui de l'humanité ? Pourquoi développer un discours radical et rejeter ce besoin d'unité pour faire front ensemble pour une autre Europe ? Construire une Europe des peuples, c'est répondre sans préalable aux élections européennes à un front de transformation sociale et écologique qui pourrait reproduire la dynamique du « non » au TCE de 2005 ! Pour l'instant le TOTAL (du front) n'y est pas ! 🍷

**Retrouvez la semaine prochaine les contributions de :**

**GÉRALD BRIANT**

**EMMANUELLE COSSE**

**MONIQUE DENTAL**

**MIREILLE FANON-MENDÈS-FRANCE**

**ALAIN FARADJI**

**LAURENT LÉVY**

**FRANÇOIS LONGÉRINAS**

## 100 jours, 100 contributions (suite)

MICHEL ROUSSEAU, MARCHEUR EUROPÉEN

CONTRE LE CHÔMAGE ET LA PRÉCARITÉ

**Unitaires de toute l'Europe, ensemble**

Contre le chômage de masse, la précarité généralisée, la misère, ensemble pour une autre Europe! Après la casse sociale généralisée des dernières décennies et la montée de la déferlante du chômage de masse dans tous les pays de l'Europe, l'union la plus large de celles et de ceux qui se battent contre les ravages du capitalisme néolibéral est la condition incontournable pour offrir le débouché politique exigé par les mobilisations en cours et à venir. C'est possible et surtout nécessaire: les élections européennes en offrent l'occasion. Il y a urgence: la situation est aujourd'hui trop grave pour privilégier des intérêts de boutiques. Au moment où le capitalisme néolibéral est en crise-s, allons-nous encore le sauver par nos divisions? L'histoire nous a déjà appris qu'après les chômeuses, les chômeurs et les précaires, la division précipite l'ensemble des populations dans la misère et les guerres. Unitaires de toute l'Europe, ensemble, donnons-nous les moyens de résister et de vaincre! 🍷

MAKAN RAFADJOU, ARCHITECTE

**L'unité ou le devoir d'espérance**

Les effets conjugués de la politique Sarkozy, de la crise, et de l'absence d'une véritable alternative politique, sociale et économique rajoutent la désespérance à la dévastation. La responsabilité de toutes celles et de tous ceux qui se réclament de la possibilité même d'une telle alternative progressiste et écologique est directement engagée. Quiconque œuvre contre le rassemblement le plus large, travaille à l'effritement de sa propre crédibilité. La réduction continue du champ des possibles et le défaut d'alternatives crédibles d'envergure préservent, dans la tourmente même de la crise, une encore incroyable hégémonie idéologique au libéralisme et au capitalisme. Dans ces conditions, comment initier, développer, déployer à grande échelle toutes les effervescences mentales, les bifurcations culturelles, les mutations économiques, les bouleversements sociaux, les métamorphoses politiques et citoyennes nécessaires à l'édification d'un autre monde? Le postcapitalisme, quel qu'en soient le nom et le contenu, n'advient que chemin faisant, par la multiplication, ici et maintenant, des combats de résistance, des luttes constructives, des projets audacieux, des initiatives faisant émerger du neuf dans nos têtes et nos actes. La gauche ouvreuse d'avenir, les organisations révolutionnaires, les forces de la radicalité, les infatigables défenseurs des libertés et d'une démocratie toujours à renforcer, ne manquent ni de sympathies ni de pertinence, mais d'efficacité, de crédibilité et de légitimité. Au regard de la violence des coups reçus et de ceux qui se préparent, personne ne peut ni comprendre ni admettre la persistance des logiques sectaires, exclusives, mortifères. Les urgen-

PATRICK SILBERSTEIN, ÉDITEUR

**Des strates d'unité indispensable**

L'unité est nécessaire, indispensable même. Nul ne dit le contraire et pourtant... elle ne se fait qu'en de rares occasions, malgré les nécessités objectives. Mais, d'ailleurs, de quelle unité parlons-nous? Celle des couches exploitées et opprimées? Celle du mouvement syndical et social? Celle de ce qu'on appelle la gauche (PS compris, mais sera-t-il de gauche au sens d'Epiney encore longtemps?)? Celle de la gauche dite de transformation? Toutes ces strates d'unités sont indispensables, mais ne se confondent pas. Alors oui, il faut l'unité. Et pour ce qui concerne les européennes, il faut l'unité entre: 1) le jeune NPA qui joue (par le truchement d'Olivier Besancenot) un rôle politique indéniablement fonctionnel dans la conjoncture courte et qui pense que son programme minima suffira à construire autour de lui seul une alternative; 2) le vieux PCF, passé du statut de fondé de pouvoir des intérêts soviétiques à celui de vassal du PS, et qui ne parvient pas à faire autre chose qu'à se survivre sans vouloir comprendre qu'il a trop contribué à assassiner l'espoir révolutionnaire pour que les masses populaires lui donnent une nouvelle chance; 3) le nouveau et déjà caco-chyme Parti de gauche qui n'a à nous proposer que le retour au programme commun étatique et national; 4) la toute récente Fédération dont on ne sait pas encore ce qu'elle est; 5) et, bien entendu, toutes les forces disponibles pour une telle échéance. L'union est un combat mais trop souvent le mort saisit encore le vif. 🍷

ROGER MARTELLI, HISTORIEN

**L'intérêt général passe avant tout**

Laisser, à Strasbourg, l'espace institutionnel aux tenants de l'Europe telle qu'elle se fait? Inconcevable, immoral, inadmissible... Pour qu'il n'en soit pas ainsi, il n'y a pas trente-six recettes, mais une seule: faire ce que l'on a fait ensemble en 2005. Dans la situation qui est la nôtre, les désaccords sont des enfantillages. Ou alors les oripeaux d'un intérêt partisan. Pour l'avenir de l'Europe, l'intérêt général passe avant tout intérêt particulier, aussi respectable soit-il. 🍷

ces invitent chacun-e à abandonner les égotismes pour le tous-ensemble, à fortifier l'en-commun au détriment de l'entre-soi. Si la politique ne se résume pas aux élections, ignorer ces dernières, c'est parfois louper des occasions historiques. Après les échecs de la présidentielle et des législatives, le rassemblement pour une alternative au capitalisme doit être sans faille aux européennes, afin d'avoir une chance de redéployer le «non» de 2005 dans les conditions d'aujourd'hui, aux accents du 29 janvier. Forts de l'unité des valeurs, objectifs et sens qui nous fondent, et riches de la diversité des opinions et pratiques qui nous constituent, nous nous devons tous d'être des semeurs d'espoirs. 🍷





## «La jeunesse n'est qu'un mot» (Pierre Bourdieu).

Bourdieu souhaitait prendre de la distance avec cette notion utilisée dans le débat public comme si la jeunesse était uniforme, alors que les conditions d'entrée dans l'âge adulte sont loin d'être homogènes selon les origines sociales.

Les termes de «jeune» ou de «jeunes» sont sans cesse mobilisés sur la scène médiatique ou politique, que ce soit pour parler du chômage, des émeutes, du milieu carcéral ou du Haut commissariat à la jeunesse récemment créé avec à sa tête Martin Hirsch. Gérard Mauger a fait le choix de travailler sur la délinquance juvénile, thème largement investi par l'intérêt public. L'auteur présente le travail de déconstruction des prénotions trop souvent présentes dans le discours de journalistes et de politiques, afin de faire de la délinquance juvénile un objet sociologique. Pour cela, il propose, dans une première partie, une réflexion sur l'utilisation des termes de déviance, de délinquance, de délinquance des classes populaires ou juvéniles, expressions fréquemment utilisées les unes pour les autres. Ce travail de définition, nous rappelle bien l'importance à accorder au sens des mots et à l'utilisation qui en est faite. L'étude de l'usage des mots permet de se rendre compte du caractère relatif de la définition donnée à un acte déviant : celui-ci le sera dans une société et une époque données seulement. La seconde partie de l'ouvrage est consacrée à la présentation exhaustive des théories de la délinquance juvénile et nous fait part des différentes approches explicatives sur ce sujet. Gérard Mauger nous montre alors que la délinquance juvénile sera étudiée de façon différente selon les points de vue professionnels et insiste tout particulièrement sur le regard croisé des juristes, des sociologues et des médecins. Enfin les deux derniers chapitres sont consacrés aux transitions entre trois époques de la délinquance juvénile en France : des «blousons noirs» aux «loubards» puis de ceux-ci aux «jeunes des cités». L'auteur propose ainsi une synthèse des recherches effectuées sur ces thèmes. L'ouvrage se clôture par une réflexion sur le traitement de la délinquance juvénile et met en avant un débat historique et toujours d'actualité entre le choix de la répression ou de la prévention. En effet, depuis le début de la semaine, les parlementaires examinent le projet de loi de Rachida Dati sur le milieu pénitentiaire, domaine dans lequel la France marque un retard notable vis-à-vis de ces voisins européens. Au lieu de se concentrer sur l'amélioration des conditions de vie des personnes incarcérées et du personnel des prisons, la priorité du gouvernement a été plutôt la réorientation radicale de la politique pénale vers un accroissement et un durcissement de la répression. Il semble bien que le gouvernement français a fait le choix de son orientation politique... ● **A.M.**

Gérard Mauger, *La sociologie de la délinquance juvénile*, La Découverte, collection «Repères», 2009, 110p. (9,50€)

**Marche féministe.** Samedi 7 mars aura lieu la manifestation nationale pour les droits des femmes. Les femmes sont les premières victimes de la politique gouvernementale contre les droits et les libertés. Aussi, il sera question de la défense du Planning Familial qui est aujourd'hui menacé de disparition. Deux rendez-vous ce samedi : devant les locaux du Planning Familial à 13h30 (angle de la rue Vivienne et de la rue du 4-Septembre) puis à 16h à République.

**Le statut de beau parent : un leurre !** Communiqué de la fondation Copernic. Alors que la polémique enfle au sein du gouvernement à propos du projet de loi relatif aux droits des beaux-parents, une simple analyse de celui-ci montre qu'il s'agit là d'un pur effet d'annonce. Ce projet présenté comme une avancée est un leurre, il n'institue en effet aucun statut du second parent. Retrouvez sur le site de la Fondation Copernic les analyses et propositions : [www.fondation-copernic.org](http://www.fondation-copernic.org)

**Gonflé!** «Plus unitaire que moi tu meurs», c'est un peu ce qu'annonce le communiqué de presse du NPA qui réaffirme – l'avait-il déjà affirmé? – ses propositions unitaires. Voici le communiqué : «Conformément à la résolution votée à une très large majorité au congrès national de fondation, le NPA renouvelle sa proposition d'alliance unitaire pour les élections européennes de juin prochain, sur la base d'un programme anticapitaliste, affichant le refus de voir les travailleurs et la population de toute l'Europe payer une crise dont ils ne sont pas responsables et défendant des mesures sociales et écologiques qui leur soient favorables. Dès le lendemain de son congrès, le NPA a notamment demandé à

rencontrer LO, le PCF, le Parti de gauche, les Alternatifs, la Fédération... La discussion se poursuit avec les Alternatifs. LO a annoncé ses candidats sans discussion avec le NPA. Alors que les discussions ne sont pas achevées, le PG et le PCF lancent unilatéralement, sous le sigle "front de gauche", leur campagne au Zénith dimanche en annonçant des têtes de listes dans la majorité des régions et en indiquant que des places seraient réservées à d'autres éventuels partenaires, comme le MRC de Chevènement. Qui veut réellement l'unité sait bien que ce n'est pas une bonne méthode pour y parvenir. Nous avons rencontré lundi 2 mars une délégation du PG et du PCF, rencontre à laquelle nous avons renouvelé cette offre d'alliance unitaire durable pour la séquence électorale à venir, européennes et régionales (et même au-delà), en toute indépendance du PS. Cette proposition ne convient pas aux dirigeants du PCF et du PG. Se rassembler simplement sur la base du rejet des traités européens est en deçà des exigences radicales qu'il faut affirmer dans les luttes comme dans les élections. Le premier conseil politique national du NPA, qui va se dérouler samedi et dimanche, a inscrit la discussion sur les européennes à son ordre du jour. Il fera le point sur la situation.» Signé du comité exécutif national.

**Il faut sauver l'hôpital... et l'université!** Le 5 mars avait lieu une grande mobilisation de soutien du service public hospitalier. C'est la loi Bachelot qui est directement mise en cause. Le mot d'ordre de la mobilisation : retrait de la loi pour un service public de santé gratuit et de qualité pour tous! De leur côté, les enseignants chercheurs continuent aussi leur mobilisation contre la privatisation progressive de l'université.